

Conseil**C/51/12****Cinquante et unième session ordinaire
Genève, 26 octobre 2017****Original : anglais
Date : 15 août 2017****ÉTATS FINANCIERS POUR 2016***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'UPOV au 31 décembre 2016 sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/4), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2016 figurent dans l'annexe du présent document. Le document C/51/13 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.

2. Les états financiers pour 2016 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption des normes IPSAS par l'UPOV, dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Les états financiers pour 2016 constituent la cinquième série d'états financiers établis conformément aux normes IPSAS.

3. Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2016.

[L'annexe suit]

INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2016 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/4).

Article 6.5

- 1) Le secrétaire général soumet les états financiers annuels pour chaque année civile de l'exercice financier au vérificateur externe des comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'année civile correspondante.
 - 2) Dans les huit mois suivant la fin de chaque année civile, le secrétaire général présente au Conseil les états financiers annuels et le rapport de vérification des comptes du vérificateur externe des comptes.
 - 3) Le Conseil examine les états financiers annuels. Il peut identifier des modifications quant à la part de l'UPOV dans les dépenses communes, s'il trouve que cette part n'a pas été correctement évaluée ou arrêtée par le secrétaire général. Dans ce cas, après avoir consulté le Comité de coordination de l'OMPI, le Conseil fixe le montant de la contribution définitive.
 - 4) Le Conseil approuve les états financiers annuels, après leur vérification au sens de l'article 24 de la Convention de 1961, de l'article 25 de l'Acte de 1978 et de l'article 29.6) de l'Acte de 1991.
2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2016, ainsi que son opinion sur les états financiers, est également présenté au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6.5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
 3. Les états financiers pour 2016 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption par l'UPOV des normes IPSAS dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), appliquées auparavant, par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international. Les états financiers pour 2016 constituent la cinquième série d'états financiers de l'UPOV préparés conformément aux normes IPSAS.

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE

Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d'arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues, est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux

états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes des états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.

Performance financière

9. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un excédent de 71 699 francs suisses pour un total des recettes de 3 746 320 francs suisses et un total des dépenses de 3 674 621 francs suisses. Ces résultats peuvent être comparés à ceux de 2015, avec un déficit de 201 904 francs suisses, un total des recettes de 3 875 618 francs suisses et un total des dépenses de 4 077 522 francs suisses.
10. Les états financiers fournissent le détail de la performance financière par secteur dans les informations sectorielles, comme le montre le récapitulatif ci-dessous :

Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par secteur

	Programme et budget ordinaire 2016	Fonds fiduciaires 2016	Fonds spécial pour des projets 2016	Transferts intersectoriels 2016	TOTAL UPOV 2016	TOTAL UPOV 2015
<i>(en francs suisses)</i>						
TOTAL DES RECETTES	3 434 487	357 839	-	-46 006	3 746 320	3 875 618
TOTAL DES DÉPENSES	3 307 072	357 839	55 716	-46 006	3 674 621	4 077 522
EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'ANNÉE	127 415	-	-55 716	-	71 699	-201 904

11. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par deux sources : les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires). Les contributions de 3 365 962 francs suisses représentent approximativement 89,8% du total des recettes de l'UPOV en 2016. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 357 839 francs suisses pour l'année, soit 9,6% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 486 097 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais devraient être comptabilisés comme des produits pour l'année à laquelle ils se rapportent.
12. Les dépenses de personnel s'élèvent à 2 172 306 francs suisses et représentent 59,1% des 3 674 621 francs suisses du total des dépenses pour l'année 2016. Comme cela a déjà été souligné, la comptabilité d'exercice, en ce qui concerne les avantages postérieurs à l'emploi et autres prestations dues au personnel à long terme, impose que le coût de ces régimes soit comptabilisé à mesure que les avantages sont acquis par le personnel, et non selon la méthode des décaissements effectifs. Le coût total des intérêts et des services pour l'année au titre de l'assurance maladie et des primes de rapatriement s'élève à 145 512 francs suisses. Cette méthode permet à l'UPOV de mieux rendre compte du coût réel de l'emploi de son personnel sur une base annuelle.

Situation financière

13. L'UPOV enregistre un actif net de 1 738 867 francs suisses au 31 décembre 2016, contre 1 663 834 francs suisses à la fin de 2015. La situation financière de l'UPOV par secteur peut être récapitulée comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par secteur

	Programme et budget ordinaire 2016	Fonds fiduciaires 2016	Fonds spécial pour des projets 2016	Transferts intersectoriels 2016	TOTAL UPOV 2016	TOTAL UPOV 2015
<i>(en francs suisses)</i>						
ACTIF TOTAL	5 174 925	618 883	18 040	-406 035	5 405 813	4 698 511
PASSIF TOTAL	3 266 191	618 883	187 907	-406 035	3 666 946	3 034 677
ACTIF NET	1 908 734	-	-169 867	-	1 738 867	1 663 834

14. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 2 984 949 francs suisses au 31 décembre 2016 (2 843 956 francs suisses au 31 décembre 2015). Les soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie ont enregistré une hausse, passant de 4 503 112 francs suisses au 31 décembre 2015 à 5 275 496 francs suisses au 31 décembre 2016.
15. Le montant total des sommes à recevoir au 31 décembre 2016 s'élevait à 130 317 francs suisses, contre 195 399 au 31 décembre 2015. Le solde du montant total à recevoir à la fin de l'année 2016 comprend des contributions à hauteur de 106 006 francs suisses, des fonds extrabudgétaires (fonds fiduciaires) à hauteur de 3559 francs suisses, un fonds de roulement de 1667 francs suisses et des avances sur des allocations d'étude d'un montant de 19 085 francs suisses.
16. Le passif total afférent aux prestations au personnel s'élève à 1 486 503 francs suisses au 31 décembre 2016, contre 1 358 508 francs suisses au 31 décembre 2015. Pour les passifs liés aux prestations d'assurance maladie après la cessation de service et aux primes de rapatriement, des évaluations actuarielles ont été utilisées. Le principal passif, qui concerne le financement de l'AMCS, s'élève à 1 183 628 francs suisses au 31 décembre 2016. Ce montant indique une augmentation de 113 609 francs suisses par rapport au solde arrêté au 31 décembre 2015.
17. En 2015, un montant de 183 824 francs suisses représentant le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal 2012-2013 a été transféré sur un Fonds spécial pour des projets afin de mener à bien certains projets particuliers. Sur les 69 673 francs suisses du solde à la fin de l'année 2015, 55 716 francs suisses ont été dépensés en 2016. Au 31 décembre 2016, le solde du Fonds spécial pour des projets, qui s'élève à 13 957 francs suisses, fait partie de l'actif net de l'UPOV.

Performance budgétaire

18. Le budget de l'UPOV continue d'être établi selon une méthode de comptabilité modifiée et est présenté dans les états financiers sous l'État V, État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels. Afin de faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers établis selon les normes IPSAS, des rapprochements entre le budget et l'état de la performance financière figurent dans les notes complémentaires relatives aux états financiers.
19. Le budget pour l'année 2016 indiquait des recettes et des dépenses à hauteur de 3 411 500 francs suisses. Ce chiffre est à comparer aux recettes et aux dépenses effectives sur une base comparable (avant fonds fiduciaires, Fonds spécial pour des projets et ajustements IPSAS) de 3 430 928 francs suisses et 3 238 866 francs suisses, respectivement. L'excédent effectivement enregistré pour l'année 2016 sur une base comparable équivaut à 192 062 francs suisses. Les principales variations entre le budget 2016 et les chiffres effectifs sur une base comparable sont expliquées dans les paragraphes suivants.
20. Contributions : les recettes effectives provenant des contributions réelles ont été de 3 365 962 francs suisses, ce qui est conforme au budget, qui se fonde sur les contributions de 74 membres de l'Union en 2016.
21. Intérêts : conformément aux prévisions budgétaires, aucun intérêt n'a été accumulé en 2016. Le taux d'intérêt perçu sur les fonds placés auprès de l'Administration fédérale des finances (AFF) est de 0% depuis le 31 janvier 2015.
22. Ressources en personnel : les dépenses effectives totales pour 2016, qui s'élèvent à 2 104 100 francs suisses, sont conformes au montant prévu de 2 176 500 francs suisses.
23. Stagiaires : aucune dépense liée aux stagiaires n'a été encourue en 2016 par comparaison avec les chiffres inscrits au budget de 19 000 francs suisses.
24. Voyages et bourses : les dépenses effectives, qui s'élèvent à 180 773 francs suisses, sont inférieures aux prévisions pour 2016, à hauteur de 225 000 francs suisses. Une part importante de la réduction des frais de voyage s'explique par l'introduction d'un outil de réservation en ligne, qui a généré une diminution des tarifs moyens entre 2013 et 2015. En outre, les dépenses liées aux voyages de tiers ont été sensiblement inférieures aux chiffres inscrits au budget.

25. Services contractuels : les dépenses effectives en 2016 pour les services contractuels, de 332 744 francs suisses, sont conformes aux 346 000 francs suisses prévus par le budget. Les coûts des conférences sont légèrement plus élevés que prévu en raison de l'organisation du "Colloque sur les éventuels domaines d'interaction entre le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Traité international) et la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (Convention UPOV)", qui n'était pas prévue dans le programme et budget pour l'exercice biennal 2016-2017. De plus, le coût de certains projets informatiques a été supérieur aux prévisions. Certaines dépenses liées aux intérimaires ont néanmoins été comptabilisées en tant que charges dans le cadre du Fonds spécial pour des projets ou dans le cadre du fonds fiduciaire concerné.
26. Dépenses de fonctionnement : les dépenses effectives se sont élevées à 620 407 francs suisses, ce qui est globalement conforme aux 635 000 francs suisses prévus.
27. Autres dépenses : en 2016, les autres dépenses relatives aux fournitures, au mobilier et au matériel ne se sont élevées qu'à 842 francs suisses, par rapport au montant prévu de 10 000 francs suisses.
28. Les dépenses liées au Fonds spécial pour des projets s'élèvent à 55 716 francs suisses pour 2016. Cela correspond aux frais de déplacement des participants et des conférenciers aux deux activités de formation, ainsi qu'aux dépenses liées aux intérimaires.

ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
au 31 décembre 2016
(en francs suisses)

		31 décembre 2016	31 décembre 2015
ACTIF	Note		
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	5 275 496	4 503 112
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	111 232	195 399
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	19 085	-
		<u>5 405 813</u>	<u>4 698 511</u>
Actifs non courants			
Matériel	5	-	-
		<u>-</u>	<u>-</u>
ACTIF TOTAL		<u>5 405 813</u>	<u>4 698 511</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Comptes de créanciers	6	1 000	-
Prestations au personnel	7	240 421	178 386
Avances	8	617 514	462 744
Autres passifs courants	9	1 561 929	1 213 425
		<u>2 420 864</u>	<u>1 854 555</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	7	1 246 082	1 180 122
		<u>1 246 082</u>	<u>1 180 122</u>
PASSIF TOTAL		<u>3 666 946</u>	<u>3 034 677</u>
Fonds de réserve	11	1 178 231	1 050 816
Fonds spécial pour des projets	11	13 957	69 673
Fonds de roulement	11	546 679	543 345
ACTIF NET		<u>1 738 867</u>	<u>1 663 834</u>

ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2016
(en francs suisses)

	Note	2016	2015
RECETTES	13		
Contributions		3 365 962	3 344 506
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		357 839	518 886
Recettes des placements		-	495
Autres/divers recettes		22 519	11 731
TOTAL DES RECETTES		3 746 320	3 875 618
DÉPENSES	14		
Dépenses de personnel		2 172 306	2 200 249
Voyages et bourses		405 862	583 816
Services contractuels		475 044	671 540
Dépenses de fonctionnement		620 567	621 874
Fournitures		842	43
TOTAL DES DÉPENSES		3 674 621	4 077 522
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE		71 699	-201 904

ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2016
(en francs suisses)

	Note	Fonds de réserve	Fonds spécial pour des projets	Fonds de roulement	Actif net Total
Actif net au 1^{er} janvier 2015		1 322 393	-	541 678	1 864 071
Transfert sur le Fonds spécial pour des projets		-183 824	183 824	-	-
Montants comptabilisés directement dans l'actif net		-	-	1 667	1 667
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2015		-	-	1 667	1 667
Déficit pour l'année 2015		-87 753	-114 151	-	-201 904
Actif net au 31 décembre 2015	11	1 050 816	69 673	543 345	1 663 834
Montants comptabilisés directement dans l'actif net		-	-	3 334	3 334
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2016		-	-	3 334	3 334
Excédent pour l'année 2016 en cours		127 415	-55 716	-	71 699
Actif net au 31 décembre 2016	11	1 178 231	13 957	546 679	1 738 867

ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2016
(en francs suisses)

	Note	2016	2015
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent/(déficit) pour l'année	État II	71 699	-201 904
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	7	127 995	58 276
(Augmentation) diminution des créances	4	65 082	-170 923
Augmentation (diminution) des avances/compte clients	8	154 770	-256 632
Augmentation (diminution) d'autres passifs	9	349 504	282 168
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		769 050	-289 015
Flux de trésorerie des activités de placement			
Acquisition de matériel	5	-	-
Cession de matériel	5	-	-
Flux de trésorerie nets des activités de placement		-	-
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contributions et fonds de roulement	11	3 334	1 667
Flux de trésorerie nets des activités de financement		3 334	1 667
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		772 384	-287 348
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année	3	4 503 112	4 790 460
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année	3	5 275 496	4 503 112

ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2016
(en milliers de francs suisses)

	Budget original 2016 ¹	Budget final 2016 ¹	Montants effectifs sur une base comparable 2016	Différence 2016 ²
Recettes				
Contributions	3 355	3 355	3 366	11
Publications	-	-	-	-
Intérêts	-	-	-	-
Autre	57	57	65	8
Total des recettes	3 412	3 412	3 431	19
Dépenses				
Dépenses de personnel	2 177	2 177	2 104	-73
Stagiaires	19	19	-	-19
Voyages et bourses	225	225	181	-44
Services contractuels	346	346	333	-13
Dépenses de fonctionnement	635	635	620	-15
Fournitures	5	5	1	-4
Mobilier et matériel	5	5	-	-5
Total des dépenses	3 412	3 412	3 239	-173
Résultat	-	-	192	192
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			62	
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets			-55	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire ³			-65	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires ³			-62	
Déficit net après ajustements IPSAS (État II)			72	

- 1 Représente la première année du budget approuvé pour l'exercice biennal 2016-2017;
- 2 Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS);
- 3 Les ajustements IPSAS à l'excédent sont expliqués en détail dans la note 12 de ces états financiers.

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UNION

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "Convention UPOV"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base juridique, administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Il se réunit en session ordinaire une fois par an; il peut aussi être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une ou deux fois par an.

Le Bureau de l'Union est le Secrétariat de l'UPOV et il est dirigé par le Secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du Secrétaire général adjoint, sont placés sous la direction du Secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le Secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le Secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Convention utilisée pour l'établissement des états financiers

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont présentés en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'UPOV. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique sauf indication contraire. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité.

Les normes IPSAS 34, 35, 36, 37 et 38 ont été appliquées en 2016, soit avant leur date de mise en œuvre requise du 1^{er} janvier 2017. Ces normes n'ont eu aucune incidence sur les états financiers de l'UPOV.

En juillet 2016, le Conseil des normes IPSAS a émis la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel. Cette nouvelle norme annule et remplace la norme IPSAS 25 et a une date de mise en œuvre requise fixée au 1^{er} janvier 2018. L'UPOV n'a pas mis en œuvre la norme IPSAS 39 en 2016 et elle analyse actuellement les effets de cette nouvelle norme. Selon la norme IPSAS 39, la méthode du corridor pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels est supprimée. L'UPOV applique actuellement la méthode du corridor en relation avec ses engagements au titre de l'assurance maladie après cessation de service (AMCS), et la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 nécessiterait la comptabilisation des pertes actuarielles actuellement non comptabilisées (voir la note 7).

Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour trois secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; 2) les fonds fiduciaires; et 3) le Fonds spécial pour des projets.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Créances

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes est comptabilisée, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures au dernier exercice biennal.

Équipement

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 5000 francs suisses. L'amortissement est déduit de manière à amortir la totalité du coût de l'équipement sur sa durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire sur la base suivante :

Classe	Durée d'utilité estimée
Communications et équipement informatique	5 ans
Meubles et mobilier	10 ans

La valeur comptable de l'équipement est révisée pour déterminer s'il a subi une réduction de valeur quand un fait ou un changement de situation indique que sa valeur comptable n'est pas recouvrable. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, le cas échéant, la dépréciation. Toute dépréciation figure dans l'état des résultats financiers.

Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût moins le montant cumulé des amortissements ainsi que les pertes de valeur.

Les licences de logiciels informatiques acquises sont capitalisées sur la base des coûts encourus pour acquérir et utiliser le logiciel spécifique. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles. Les coûts directs comprennent les dépenses liées au personnel chargé du développement de logiciels. Au 31 décembre 2016, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

L'amortissement est fourni sur une base linéaire de tous les actifs incorporels de durée déterminée, à des taux qui amortiront le coût ou la valeur des actifs durant leurs durées d'utilité. Les durées d'utilité des principales catégories d'actifs incorporels ont été estimées comme suit :

Classe	Durée d'utilité estimée
Logiciels acquis à l'extérieur	5 ans
Logiciels mis au point en interne	5 ans
Licences et droits	Période de la licence/du droit

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service et aux avantages au titre de la cessation de service (primes de rapatriement et voyage), définies par un actuair indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. En ce qui concerne la provision pour l'assurance maladie après la cessation de service, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor et sont amortis sur le nombre moyen d'années de service restant du personnel en activité. En outre, des provisions sont constituées pour la somme cumulée des congés annuels et des heures supplémentaires réalisées mais non payées à la date d'établissement des états financiers.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, les fonctionnaires de l'UPOV participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU ou Caisse), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes au personnel. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme le précise l'article 3.b) du règlement de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. Par conséquent, l'UPOV a comptabilisé cette Caisse comme une caisse à capitalisation finançant des prestations définies sur la base de la norme IPSAS 25. Les contributions de l'UPOV à la Caisse pendant l'exercice financier sont comptabilisées comme des dépenses dans l'état de la performance financière.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

Comptabilisation en charges

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Instruments financiers

Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les actifs financiers qui relèvent de la norme *IPSAS 29 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* sont classés comme des actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, des prêts et comptes créanciers, des investissements détenus jusqu'à leur échéance finale ou des actifs financiers disponibles à la vente, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses actifs financiers à leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers de l'UPOV comprennent les liquidités, les dépôts à court terme et les comptes créanciers.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit

Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis à des fins de vente ou de rachat dans le court terme. Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit sont comptabilisés dans l'état de la situation financière à juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

Prêts et créances

Les prêts et comptes créanciers sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixés ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après une évaluation initiale, ces actifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif, moins la dépréciation. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes et coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Les pertes provenant de la dépréciation sont comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

Décomptabilisation :

L'UPOV décomptabilise un actif financier ou, selon le cas, une partie d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires lorsque les droits de recevoir des liquidités de l'actif ont expiré ou sont levés.

Dépréciation d'actifs financiers :

L'UPOV vérifie à chaque date de clôture s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier ou qu'un groupe d'actifs financiers est déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est considéré comme déprécié si et uniquement si il y a des indications objectives de dépréciation comme suite à un ou

plusieurs événements qui se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement de perte" encouru) et si cet événement a un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimé de manière fiable.

Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les passifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 sont classés comme des passifs financiers à juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit ou de prêts et d'emprunts, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses passifs financiers à la comptabilisation initiale. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et, dans le cas des prêts et des emprunts, aux coûts de transaction directement imputables. Les passifs financiers de l'UPOV comprennent les dettes commerciales et autres créances.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des passifs financiers est fonction de leur classification.

Passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit

Les passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale comme étant à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis pour être vendus dans le court terme. Les gains ou pertes au titre de passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit.

Prêts et emprunts

Après une comptabilisation initiale, les prêts et les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit lorsque les passifs sont décomptabilisés ainsi qu'au moyen de la procédure d'amortissement de la méthode de l'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes et coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation :

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation qui en relève a été payée ou annulée ou lorsqu'elle expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur dans des conditions très différentes, ou lorsque les conditions d'un passif existant sont considérablement modifiées, un tel échange ou une telle modification est traité comme une décomptabilisation du passif originel et la comptabilisation d'un nouveau passif et la différence des valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'excédent ou le déficit.

Changements dans les politiques et estimations comptables

L'UPOV comptabilise de manière rétroactive les effets des changements dont est l'objet la politique comptable. Ces effets sont appliqués de manière prospective si l'application rétrospective s'avère difficile.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'AMCS et la prime de rapatriement et voyages (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), les autres engagements liés aux prestations dues au personnel, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

NOTE 3 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Dépôts bancaires	1 086 561	388 604
Fonds placés auprès de l'AFF	<u>2 737 048</u>	<u>3 418 261</u>
Total de la trésorerie disponible	<u>3 823 609</u>	<u>3 806 865</u>
Fonds placés auprès de l'AFF - fonds de roulement soumis à restriction	546 679	543 345
Dépôts bancaires - fonds fiduciaires soumis à restriction	<u>227 329</u>	<u>152 902</u>
Total de la trésorerie soumise à restriction	<u>774 008</u>	<u>696 247</u>
Fonds placés auprès de l'AFF - fonds détenus pour l'obligation au titre de l'AMCS	<u>677 879</u>	-
Total de la trésorerie stratégique	<u>677 879</u>	<u>-</u>
TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>5 275 496</u>	<u>4 503 112</u>

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat.

L'UPOV continue de détenir des comptes de dépôt auprès de l'Administration fédérale des finances (AFF). Suite à la mise en œuvre de nouvelles dispositions par l'AFF concernant l'ouverture et la tenue de comptes de dépôt, à compter du 15 décembre 2017, l'UPOV ne pourra plus détenir de tels comptes auprès d'elle. Jusqu'à cette date, l'UPOV ne peut pas accroître le solde de ses dépôts existants. Le taux d'intérêt sur les dépôts détenus auprès de l'AFF était de 0% en 2016.

Les soldes de fonds de roulement sont considérés comme étant soumis à restrictions, bien que les intérêts perçus sur les soldes de fonds de roulement soient ajoutés aux fonds propres de l'UPOV. Depuis le 1^{er} septembre 2014, les soldes non soumis à restrictions et les soldes soumis à restriction détenus par l'UPOV auprès de l'AFF sont placés sur le même compte. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2016, le solde total de ces fonds s'élevait à 677 879 francs suisses. L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

NOTE 4 : COMPTES DÉBITEURS

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe		
Contributions	106 006	46 444
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	3 559	148 955
Fonds de roulement	1 667	-
	<u>111 232</u>	<u>195 399</u>
Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe		
Avances relatives à l'indemnité pour frais d'études	19 085	-
	<u>19 085</u>	<u>-</u>
TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS	<u>130 317</u>	<u>195 399</u>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contribution de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article II de l'Acte de 1972, article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures au dernier exercice biennal.

Les fonctionnaires recrutés sur le plan international, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité couvrant 75% des frais de scolarité des enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études supérieures, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 25 ans. Le montant maximum de l'indemnité est fixé pour chaque pays. Une avance égale au montant estimé de l'indemnité pour frais d'études peut être accordée dès le début de chaque année scolaire. Les avances au personnel pour frais d'études représentent le total des frais pour l'année scolaire 2016-2017.

NOTE 5 : MATÉRIEL

Tout le matériel répertorié dans les stocks est évalué au coût diminué de l'amortissement des coûts sur une base linéaire. Meubles et mobilier sont amortis sur une durée d'utilité de 10 ans. Tous les autres équipements sont amortis sur une durée d'utilité de cinq ans.

Mouvements en 2016	Matériel	Meubles et mobilier	Total
<i>(en francs suisses)</i>			
31 décembre 2015			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
Valeur comptable nette	-	-	-
Mouvements en 2016			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisations	-	-	-
Amortissement	-	-	-
Total des mouvements en 2016	-	-	-
31 décembre 2016			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
Valeur comptable nette	-	-	-

Mouvements en 2015	Matériel	Meubles et mobilier	Total
<i>(en francs suisses)</i>			
31 décembre 2014			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
Valeur comptable nette	-	-	-
Mouvements en 2015			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisations	-	-	-
Amortissement	-	-	-
Total des mouvements en 2015	-	-	-
31 décembre 2015			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
Valeur comptable nette	-	-	-

NOTE 6 : COMPTES DE CRÉANCIERS

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
<i>(en francs suisses)</i>		
Créanciers divers	1 000	-
TOTAL DES COMPTES DE CRÉANCIERS	1 000	-

NOTE 7 : PRESTATIONS AU PERSONNEL

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Congés annuels - postes	16 834	18 249
Congés annuels - agents temporaires	884	441
Prime de rapatriement et voyages	18 640	20 555
Congés dans les foyers	-	5 518
Heures supplémentaires et heures de crédit	9 652	6 297
Indemnités pour frais d'études	7 634	2 369
Assurance maladie après la cessation de service	186 777	124 957
Total des obligations courantes pour prestations au personnel	240 421	178 386
Congés annuels	107 575	103 770
Prime de rapatriement et voyages	141 656	131 290
Assurance maladie après la cessation de service	996 851	945 062
Total des obligations non courantes pour prestations au personnel	1 246 082	1 180 122
TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL	1 486 503	1 358 508

Prestations au personnel :

Les prestations aux fonctionnaires titulaires d'un contrat de courte durée incluent le traitement, les allocations et indemnités, les primes d'affectation et les indemnités pour frais d'études pour les enfants à charge, les jours de congé annuel rémunéré, les droits à congé de maladie rémunéré, l'assurance accidents et l'assurance-vie; et

Les prestations à long terme dues au personnel (ou prestations au personnel après la cessation de service) qui incluent les prestations postemploi telles que l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS) et d'autres prestations à long terme dues au personnel telles que les prestations versées pour la cessation de service, à savoir la prime de rapatriement, les frais de voyage aux fins du rapatriement et l'envoi des effets personnels.

Avantages à court terme au personnel

L'UPOV a également des passifs comptabilisés pour les prestations à court terme suivantes, dont la valeur est basée sur le montant à payer à chaque fonctionnaire à la date de présentation des états financiers.

Congé annuel : les fonctionnaires ont droit à 30 jours de congé annuel. En vertu du Statut et Règlement du personnel, les fonctionnaires peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Bien que le congé annuel fasse partie des prestations dues aux fonctionnaires titulaires d'un contrat de courte durée, étant donné que les fonctionnaires ont le droit d'accumuler les jours de congé annuel non pris et de se les faire payer au moment de leur cessation de service, une partie des congés annuels sont classés comme des passifs non courants. Le solde total de la dette à la date de présentation des états financiers est de 125 293 francs suisses (contre 122 460 francs suisses au 31 décembre 2015).

Congé dans les foyers : Certains fonctionnaires recrutés au niveau international ont droit, une fois tous les deux ans, à un congé dans les foyers, pour eux et pour les personnes à leur charge, dans le pays dans lequel ils ont été recrutés. Aucune dette n'est à solder à la date d'établissement des états financiers (contre 5518 francs suisses au 31 décembre 2015).

Heures supplémentaires et heures de crédit : certains fonctionnaires ont droit à une compensation en espèces pour les heures supplémentaires accumulées au terme d'un délai prévu dans le Statut et Règlement du personnel. Les fonctionnaires suivant le système d'horaire de travail variable peuvent accumuler des heures de crédit pour le temps de travail effectué au-delà de 40 heures par semaine. Les fonctionnaires qui ont à leur crédit un nombre d'heures suffisant (jusqu'à 16 heures) peuvent demander un

congé de crédit. La provision totale pour les heures supplémentaires et les heures de crédit à la date de présentation des états financiers est de 9652 francs suisses (contre 6297 francs suisses au 31 décembre 2015).

Allocations d'études : certains fonctionnaires recrutés sur le plan international, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d'études couvrant 75% des frais de scolarité des enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études postsecondaires, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 25 ans. La provision pour frais d'études est liée au nombre de mois qui se sont écoulés entre le début de l'année scolaire/universitaire et le 31 décembre 2016 pour lesquels les indemnités sont dues. La provision totale à la date de présentation des états financiers est de 7634 francs suisses (contre 2369 francs suisses au 31 décembre 2015).

Prestations à long terme dues au personnel

Prime de rapatriement et voyage : l'UPOV a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement et voyage à certains fonctionnaires recrutés au niveau international, au moment de leur cessation de service. À la date de présentation des états financiers, cette obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2016 par un actuaire indépendant :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Passif courant	18 640	20 555
Passif non courant	141 656	131 290
Passif total pour les primes de rapatriement et les frais de voyage	160 296	151 845

Assurance maladie après la cessation de service : l'UPOV a aussi l'obligation contractuelle de fournir à son personnel des prestations médicales après la cessation de service sous la forme de primes d'assurance pour le régime d'assurance maladie collective. Les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS) s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel, l'UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la prime mensuelle d'assurance maladie s'élève à 596 francs suisses pour les adultes et de 265 francs suisses pour les enfants (elle s'élevait auparavant à 552 francs suisses pour les adultes et 246 francs suisses pour les enfants). La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après la cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé à la fois sur des obligations de sociétés de haut rang libellées en francs suisses et sur des obligations d'État suisses. En vertu des normes IPSAS, les obligations au titre de l'AMCS de l'UPOV sont considérées comme non financées, car aucun actif du régime n'est détenu par un fonds ou une entité juridiquement distincts, et par conséquent, aucun actif du régime n'est déduit du passif tel que comptabilisé dans l'état de la situation financière. Il convient toutefois de noter que l'UPOV détient sur un compte bancaire distinct des fonds alloués au financement futur de ses engagements au titre de l'AMCS (voir la note 3). À la date de présentation des états financiers, cette obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2016 par un bureau indépendant :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Passif courant	186 777	124 957
Passif non courant	996 851	945 062
Passif total pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)	1 183 628	1 070 019

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de service comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Coût des intérêts	15 597	13 542
Frais administratifs courants	109 360	75 336
Amortissement des pertes/(gains) actuariels	23 097	1 077
Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière	148 054	89 955

L'UPOV applique la méthode du corridor pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. En vertu de cette politique comptable, une partie des gains et pertes actuariels nets sont comptabilisés si les gains et pertes nets cumulés non comptabilisés à la fin de la période de clôture précédente dépassent 10% de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à cette date. Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies dans le cadre de l'assurance maladie après la cessation de service et rapproche l'obligation au titre des prestations définies de l'obligation comptabilisée dans l'état de la situation financière :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Obligations relatives à des prestations définies au début de l'année	1 577 193	1 145 526
Coût des intérêts	15 597	13 542
Frais administratifs courants	109 360	75 336
Cotisations payées	-34 445	-33 566
Pertes/(gains) actuariels relatifs aux obligations	566 588	376 355
Obligations relatives à des prestations définies à la fin de l'année	2 234 293	1 577 193
Gains/(pertes) actuariels net non comptabilisés	-1 050 665	-507 174
Engagements comptabilisés dans l'état de la situation financière	1 183 628	1 070 019

Les cotisations versées par l'UPOV au titre de l'assurance maladie après la cessation de service s'élevaient à 34 445 francs suisses en 2016 (33 566 francs suisses en 2015). En 2017, les cotisations prévues au titre de l'assurance maladie après la cessation de service devraient représenter 37 123 francs suisses. Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2016 et les quatre années précédentes :

	2016	2015	2014	2013	2012
	<i>(en francs suisses)</i>				
Obligations relatives à des prestations définies	2 234 293	1 577 193	1 145 526	1 015 107	1 031 739
Ajustements issus de l'expérience relatifs au (gain)/à la perte sur les engagements	-42 922	-1 159	-78 243	-44 201	-3 542

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation relative à l'assurance maladie après la cessation de service et l'obligation au titre des prestations définies étaient les suivantes :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le montant</i>		
Escompte	0,75%	1,00%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3,50%	2,75%
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le coût</i>		
Escompte	1,00%	1,20%
Hausse des primes d'assurance-maladie	2,75%	3,00% en 2012 puis réduction linéaire jusqu'à 2,50% en 2017 puis taux constant

Le taux tendanciel du coût des soins de santé assumé a une incidence significative sur les montants calculés pour l'obligation relative à l'assurance maladie après la cessation de service. Une variation d'un point de pourcentage de ce taux aurait les effets ci-après :

Assurance maladie après la cessation de service (AMCS)	Diminution de 1% du taux tendanciel présumé du coût des soins de santé	Taux tendanciel présumé du coût des soins de santé appliqué	Augmentation de 1% du taux tendanciel présumé du coût des soins de santé
<i>(en francs suisses)</i>			
Montant des obligations au 31 décembre 2016	1 787 645	2 234 293	2 840 924
Taux de variation	-20,0%		27,2%
Frais administratifs et coûts des intérêts pour l'année s'achevant le 31 décembre 2016	92 784	124 957	170 869
Taux de variation	-25,7%		36,7%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le Comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuair indépendant au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le Comité mixte a effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans, à l'aide de la méthode des agrégats avec entrants. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse des pensions seront suffisants pour honorer son passif.

Sur le plan financier, l'UPOV est tenue de verser à la Caisse des pensions, sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations unies (actuellement de 7,9% pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

Une évaluation actuarielle a été effectuée au 31 décembre 2015; toutefois, le rapport d'évaluation a été retiré suite à la découverte d'anomalies dans les données fournies à l'actuaire indépendant. La précédente évaluation actuarielle établie au 31 décembre 2013 a mis en évidence un déficit actuariel de 0,72% (contre un déficit de 1,87% dans l'évaluation de 2011) de la rémunération considérée au titre de la pension. Ces chiffres permettent d'avancer que le taux de cotisation théoriquement requis pour atteindre l'équilibre au 31 décembre 2013 se montait à 24,42% de la rémunération considérée aux fins de la pension et non pas au

taux actuellement fixé à 23,70%. La prochaine évaluation actuarielle sera menée sur la base de la situation au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2013, le taux de capitalisation ou rapport de la valeur actuarielle des actifs sur les passifs de nature actuarielle s'est monté à 127,5% (contre 130,0% selon l'évaluation de 2011). Ce taux de capitalisation était de 91,2% (contre 86,2% dans l'évaluation de 2011) lors de la prise en compte du système actuel d'ajustements de pensions.

Suite à son évaluation actuarielle de la caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2013, il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. En outre, à la date de cette évaluation, la valeur commerciale des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de toutes les charges à payer. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

En 2016, le montant des cotisations versées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies était de 271 524 francs suisses (contre 277 809 francs suisses en 2015). En 2017, les cotisations à payer devraient représenter 276 106 francs suisses.

Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies effectue une vérification annuelle des comptes de la CCPPNU et établit un rapport à ce sujet toutes les années, à l'intention du Comité mixte de cette Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site à l'adresse suivante : www.unjspf.org.

NOTE 8 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Paiement anticipé de contributions	486 097	244 834
Produits sans contrepartie directe différés	131 417	217 910
TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION	617 514	462 744

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des services aux prestataires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

NOTE 9 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants dus à l'OMPI	1 561 929	1 213 425
TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS	1 561 929	1 213 425

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIÉE

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des coentreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon cet accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Les principaux dirigeants sont le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les administrateurs en postes. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après (il convient de noter que le tableau ne comprend pas le Secrétaire général étant donné qu'il ne reçoit aucune rémunération de l'UPOV) :

	2016		2015	
	Nombre de personnes (en moyenne)	Enveloppe de rémunération (en francs suisses)	Nombre de personnes (en moyenne)	Enveloppe de rémunération (en francs suisses)
Principaux dirigeants	5,00	1 201 965	5,00	1 121 421

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des principaux dirigeants ou à des membres proches de la famille.

NOTE 11 : ACTIFS NETS

	31 décembre 2015	Contributions au fonds de roulement	Excédent du programme et budget pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Excédent des fonds fiduciaires pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Dépenses au titre du Fonds spécial pour des projets (avant les ajustements IPSAS)	Ajustements IPSAS pour l'année	Transfert sur le Fonds de réserve	31 décembre 2016
(en francs suisses)								
Excédent/(déficit) du programme et budget	-	-	192 062	-	-	-64 647	-127 415	-
Excédent/(déficit) des fonds fiduciaires	-	-	-	62 462	-	-62 462	-	-
Fonds de réserve	1 050 816	-	-	-	-	-	127 415	1 178 231
Fonds spécial pour des projets	69 673	-	-	-	-55 716	-	-	13 957
Fonds de roulement	543 345	3 334	-	-	-	-	-	546 679
ACTIF NET	1 663 834	3 334	192 062	62 462	-55 716	-127 109	-	1 738 867

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2016, ce fonds de roulement s'élève à 546 679 francs suisses. Selon les dispositions de cet article, le fonds de roulement est destiné à :

- a) couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- b) couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;

- c) couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, l'excédent est remboursé aux membres de l'UPOV, sauf si le Conseil en décide autrement. Tout membre de l'UPOV peut demander que le montant qui lui est remboursé soit déposé sur un compte spécial ou dans un fonds fiduciaire qu'il aura désigné.

En 2015, un montant de 183 824 francs suisses représentant le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal 2012-2013 a été transféré sur un Fonds spécial pour des projets afin de mener à bien certains projets particuliers. Sur le solde de 69 673 francs suisses restant à la fin de l'exercice 2015, 55 716 francs suisses ont été dépensés en 2016. Au 31 décembre 2016, le solde du Fonds spécial pour des projets, qui s'élève à 13 957 francs suisses, fait partie de l'actif net de l'UPOV.

NOTE 12 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTAT DE COMPARAISON BUDGÉTAIRE (ÉTAT V) ET L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE (ÉTAT II)

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2016-2017 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 6 823 000 francs suisses.

Pour 2016, la première année de l'exercice biennal, le budget initial et le budget final étaient estimés à 3 411 500 francs suisses pour les recettes et les dépenses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal a été de 3 430 928 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal a été de 3 238 866 francs suisses. L'analyse de la performance budgétaire qui figure à la page 4 des présents états financiers contient des explications sur les différences importantes entre les montants inscrits au budget et les montants réels.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets/capitaux propres et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état financier V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS-24, les montants réels présentés sur une base comparable dans l'état financier V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Des différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Ces différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences relatives à l'entité représentent l'inclusion dans les comptes financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires et du Fonds spécial pour des projets qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant qu'activités opérationnelles dans l'état V.

	2016			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
Montant réel sur une base comparable (état V)	192 062	-	-	192 062
Changements dans les comptes de débiteurs	3 559	-	-	3 559
Changements dans les engagements liés aux prestations au p	-68 206	-	-	-68 206
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	-62 462	-	-	-62 462
Total des différences relatives à la base	-127 109	-	-	-127 109
Fonds fiduciaires	62 462	-	-	62 462
Dépenses financées à partir du fonds spécial	-55 716	-	-	-55 716
Total des différences relatives à l'entité	6 746	-	-	6 746
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	71 699	-	-	71 699

NOTE 13 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire 2016	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV	TOTAL UPOV
		2016	2016	2016	2016	2015
	<i>(en francs suisses)</i>					
RECETTES						
Contributions	3 365 962	-	-	-	3 365 962	3 344 506
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	357 839	-	-	357 839	518 886
Recettes des publications	-	-	-	-	-	-
Recettes des placements	-	-	-	-	-	495
Autres/divers recettes	22 519	-	-	-	22 519	11 731
Frais d'appui aux programmes	46 006	-	-	-46 006	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 434 487	357 839	-	-46 006	3 746 320	3 875 618

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2016. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

NOTE 14 : DÉPENSES

	Programme et budget ordinaire 2016	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV	TOTAL UPOV
		2016	2016	2016	2016	2015
	<i>(en francs suisses)</i>					
DÉPENSES						
Dépenses de personnel	2 172 306	-	-	-	2 172 306	2 200 249
Voyages et bourses	180 773	212 013	13 076	-	405 862	583 816
Services contractuels	332 744	99 660	42 640	-	475 044	671 540
Dépenses de fonctionnement	620 407	160	-	-	620 567	621 874
Fournitures	842	-	-	-	842	43
Frais d'appui aux programmes	-	46 006	-	-46 006	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 307 072	357 839	55 716	-46 006	3 674 621	4 077 522

Les dépenses de personnel incluent les prestations aux fonctionnaires titulaires d'un contrat de courte durée telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour les fonctionnaires et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les obligations relatives aux prestations au personnel.

Les voyages et bourses comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants et les conférenciers dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

NOTE 15 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placement de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI. Le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI. Cette politique a été révisée et adoptée en 2015 par la cinquante-cinquième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI. La politique révisée contient deux politiques distinctes en matière de placements, une pour la trésorerie d'exploitation et les fonds propres et une pour la trésorerie stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'UPOV a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants. Les fonds propres correspondent au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et de la trésorerie stratégique. La trésorerie stratégique est celle qui a été mise de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service, y compris l'AMCS.

Justes valeurs

On trouvera ci-dessous une comparaison par classe des valeurs comptables et de la juste valeur des instruments financiers de l'UPOV.

	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers	<i>(en francs suisses)</i>	
2016		
Comptes débiteurs	130 317	130 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 275 496	5 275 496
	5 405 813	5 405 813
2015		
Comptes débiteurs	195 399	195 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 503 112	4 503 112
	4 698 511	4 698 511
	Valeur comptable	Juste valeur
Passifs financiers	<i>(en francs suisses)</i>	
2016		
Comptes créanciers	1 000	1 000
Autres passifs courants	1 561 929	1 561 929
	1 562 929	1 562 929
2015		
Comptes créanciers	-	-
Autres passifs courants	1 213 425	1 213 425
	1 213 425	1 213 425

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change et les comptes de créanciers sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'UPOV sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'exercice biennal précédent.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit qui était au 31 décembre 2016 la suivante :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	<i>(en francs suisses)</i>	
Créances	130 317	195 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 275 496	4 503 112
Exposition maximum au risque de crédit	5 405 813	4 698 511

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des États souverains et des organisations intergouvernementales compétentes, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A-/A3. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

	AAA	A+	Non évalués (fonds en caisse)	Total
31 décembre 2015	<i>(en francs suisses)</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 961 606	1 313 890	-	5 275 496
Pourcentage	75,1%	24,9%	0,0%	100,0%

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas exposée à un risque de liquidité important car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et les fonds propres soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'UPOV. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Les fonds propres font l'objet de placements à moyen terme (périodes de 12 mois minimum), de manière à ce qu'une partie d'entre eux soit accessible occasionnellement, ce qui permettrait à l'avenir, par exemple, d'échelonner les paiements importants. La trésorerie stratégique doit être placée sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché comme les taux d'intérêt qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV n'est pas exposée au risque de baisse des taux d'intérêt, car son budget de fonctionnement n'est pas financé à partir des revenus des investissements. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt et le profil de maturité des instruments financiers au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

	Taux d'intérêt à la date d'établissement des états financiers	Dans un an	1 à 5 ans	Plus tard que 5 ans	Total
31 décembre 2016	%		<i>(en francs suisses)</i>		

Actifs financiers

Fonds placés auprès de l'AFF	0,000	3 961 606	-	-	3 961 606
------------------------------	-------	-----------	---	---	-----------

	Taux d'intérêt à la date d'établissement des états financiers	Dans un an	1 à 5 ans	Plus tard que 5 ans	Total
31 décembre 2015	%		<i>(en francs suisses)</i>		

Actifs financiers

Fonds placés auprès de l'AFF	0,000	3 961 606	-	-	3 961 606
------------------------------	-------	-----------	---	---	-----------

Analyse de sensibilité des taux d'intérêt

Si le taux d'intérêt moyen en 2016 et 2015 avait été plus élevé ou plus bas de 50 points, les intérêts perçus auraient été les suivants (calculs basés sur le montant des intérêts produits pour l'année) :

	Augmentation (+) / diminution (-) en points de base	Effet sur l'excédent
<i>(en francs suisses)</i>		
2016		
Actifs financiers		
Fonds placés auprès de l'AFF	+50	19 808
	-50	-19 808
2015		
Actifs financiers		
Fonds placés auprès de l'AFF	+50	19 806
	-50	-19 806

NOTE 16 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2016 et leur publication au 19 juin 2017. Aucun événement favorable ou défavorable ne s'est produit entre la date d'établissement des états financiers et la date à laquelle la publication des états financiers a été autorisée.

NOTE 17 : INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour trois secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; 2) les fonds fiduciaires (ressources extrabudgétaires); et 3) le Fonds spécial pour des projets. Les fonds fiduciaires représentent les montants administrés par l'UPOV pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés aux principes, aux buts et aux activités de l'UPOV. Le Fonds spécial pour des projets représente le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal précédent qui est utilisé pour financer des projets acceptés par le Conseil. Le programme et budget ordinaire, les fonds fiduciaires et le Fonds spécial pour des projets sont comptabilisés séparément dans le système de comptabilité financière.

**État de la situation financière par segment
au 31 décembre 2016
(en francs suisses)**

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts inter- sectoriels	TOTAL UPOV 2016	TOTAL UPOV 2015
ACTIFS						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5,048,167	227,329	-	-	5,275,496	4,503,112
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	107,673	3,559	-	-	111,232	195,399
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	19,085	-	-	-	19,085	-
Autres actifs courants	-	387,995	18,040	-406,035	-	-
	<u>5,174,925</u>	<u>618,883</u>	<u>18,040</u>	<u>-406,035</u>	<u>5,405,813</u>	<u>4,698,511</u>
Actifs non courants	-	-	-	-	-	-
Matériel	-	-	-	-	-	-
ACTIF TOTAL	5,174,925	618,883	18,040	-406,035	5,405,813	4,698,511
PASSIF						
Passifs courants						
Comptes créanciers	1,000	-	-	-	1,000	-
Prestations au personnel	240,421	-	-	-	240,421	178,386
Avances	486,097	131,417	-	-	617,514	462,744
Autres passifs courants	1,292,591	487,466	187,907	-406,035	1,561,929	1,213,425
	<u>2,020,109</u>	<u>618,883</u>	<u>187,907</u>	<u>-406,035</u>	<u>2,420,864</u>	<u>1,854,555</u>
Passifs non courants						
Prestations au personnel	1,246,082	-	-	-	1,246,082	1,180,122
	<u>1,246,082</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1,246,082</u>	<u>1,180,122</u>
PASSIF TOTAL	3,266,191	618,883	187,907	-406,035	3,666,946	3,034,677
Fonds de réserve	1,178,231	-	-	-	1,178,231	1,050,816
Fonds spécial pour des projets	183,824	-	-169,867	-	13,957	69,673
Fonds de roulement	546,679	-	-	-	546,679	543,345
ACTIF NET	1,908,734	-	-169,867	-	1,738,867	1,663,834

**État de la performance financière par segment
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2016**
(en francs suisses)

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts inter- sectoriels	TOTAL UPOV 2016	TOTAL UPOV 2015
RECETTES						
Contributions	3 365 962	-	-	-	3 365 962	3 344 506
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	357 839	-	-	357 839	518 886
Recettes des publications	-	-	-	-	-	-
Recettes des investissements	-	-	-	-	-	495
Autres/divers recettes	22 519	-	-	-	22 519	11 731
Frais d'appui aux programmes	46 006	-	-	-46 006	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 434 487	357 839	-	-46 006	3 746 320	3 875 618
DÉPENSES						
Dépenses de personnel	2 172 306	-	-	-	2 172 306	2 200 249
Voyages et bourses	180 773	212 013	13 076	-	405 862	583 816
Services contractuels	332 744	99 660	42 640	-	475 044	671 540
Dépenses de fonctionnement	620 407	160	-	-	620 567	621 874
Fournitures	842	-	-	-	842	43
Frais d'appui aux programmes	-	46 006	-	-46 006	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 307 072	357 839	55 716	-46 006	3 674 621	4 077 522
EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'ANNÉE	127 415	-	-55 716	-	71 699	-201 904

[Fin de l'annexe du document]